



Je ne vais pas revenir sur la manière dont le ministre Rolly Mercia a goupillé «l'élection» des nouveaux membres de la Commission de délivrance de la carte d'identité professionnelle de journaliste à Madagascar, ni la «subtile»

omission du volet

«médias online»

pourtant inscrit dans la loi

n

o

2016-029

portant Code de la communication médiatisée

. Mais il est plus que clair que nous sommes dans un régime des faits accomplis depuis janvier 2014, bercés par une phraséologie souvent pompeuse qui, en 4 ans, a placé Madagascar au 5ème rang des pays les plus pauvres sur la planète Terre. Triste record mais record quand même. Bravo Hery vaovao!

Et il en sera de même concernant les «nouveaux» textes sur les élections de 2018, dans quelques mois dit-on. Personne ne sait ce qu'ils contiennent jusqu'à présent, mais ils seront votés soit en mode express et *in extremis* avant la Noël, soit en session extraordinaire budgétivore après le nouvel an -contre une caisse de

«retraite parlementaire»

imméritée, qui sait-, soit via une ordonnance présidentielle, en dernier ressort (tiens?) plus

tard... Et ce retard plus que suspect indique que certains candidats seront confrontés à des dispositions scélérates qui draineront le chaos avant même le scrutin. Dans tout ce foutas (mot valant 10 points au scrabble), le filoha Hery vaovao parle de transparence et de démocratie et les Etats Unis (bien qu'ils n'y croient plus trop) viennent d'octroyer, via l'USAID, 1.200.000 USD pour

*«défendre le droit du peuple malagasy à des élections libres, justes et indépendantes»*

. Défense de rire. Déclarations de l'ambassadeur Robert T. Yamate:

*«Les États Unis maintiennent leur engagement à aider la Ceni et le gouvernement malagasy en vue de s'assurer que les élections de 2018 soient impartiales, inclusives et reflètent véritablement la volonté du peuple malagasy»*

. Volonté du peuple malagasy de se laisser opprimer oui. Donc aussi complice que coupable de son triste sort. Et Georges Orwell (écrivain et journaliste anglais, décédé le 21 janvier 1950) a bien eu raison d'avoir tranché ceci:

«

*Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traîtres n'est pas victime! Il est complice*

»

.

Une fois ces lois officialisées et publiées, il suffira au filoha de parler de souveraineté nationale pour que toutes les récriminations entendues ici, là et ailleurs, crèvent comme un ballon de baudruche piqué par le bec d'une mouette distraite. Qui a pu faire quoi lorsque les photos ont été retirées des bulletins de vote en 2015, dites-moi? Rien ni personne n'a empêché cette infamie en regard de l'analphabétisme ambiant. D'accord, les bailleurs de fonds vont menacer de retirer leurs sous (lâche-moi le *basket... fund*) mais iront-ils jusqu'au bout devant cet autre fait accompli? Voire.... Et il sera trop tard. Mais, tout est déjà en retard et trop tard à Madagascar, car le régime Hvm en fait trop dans son incompétence à gérer la nation.

Dernier fait d'armes imbécile (dénué de toute intelligence), la déclaration du président malgache, répétée devant le premier ministre du Japon: *«Je condamne le programme nucléaire nord-coréen ainsi que les tirs de missiles balistiques au-dessus du territoire japonais»*

. Mais quel poids prétend-il avoir sur l'échiquier de la sécurité mondiale pour avoir perdu ainsi une occasion en or de se taire? Ce n'est plus

*«ny mangina volamena»*

(le silence est d'or) alors? A moins que Madagascar ne fasse aussi partie du G8 ou du G20? N'avait-il déjà pas dit, à la Tvm (média public), le 27 janvier 2016,

que la Grande île fait partie de l'UE? Mais voyez un peu les impacts après les déclarations du président américain Donald Trump à reconnaître Jérusalem comme étant la capitale de l'État d'Israël. Une phrase, un mot (de trop) suffit pour changer la face du monde.

Pourquoi le président malgache, en tant que président du Conseil suprême de la magistrature (CSM) ne condamne-t-il pas et, surtout, n'agit-il pas face à la corruption généralisée et à la non-exécution de décisions de justice qui perdurent et s'intensifient plus que jamais dans le pays tout entier? Récemment, un ressortissant chinois a écrasé un enfant qui est décédé des suites de l'impact. Ce Chinois s'est enfui, a été retrouvé et est passé devant le tribunal, mais a bénéficié d'une liberté provisoire. Quel type de juge ose-t-il libérer un tel criminel coupable d'homicide (volontaire ou non) doublé d'un délit de fuite flagrant? Ne parlons pas du cas des pilotes d'Air Madagascar (devenu Air MadAustral, mot que je viens de créer) et de celui des quarante policiers à Antsakabary. Et quid aussi de ces centaines de compatriotes expulsés *ma nu militari*

, du jour au lendemain sans aucune autre forme de procès, de leur milieu où ils vivaient depuis des décennies. Complètement démunis juridiquement face à des proches du pouvoir qui possèdent des papiers fonciers

«*ara-dalàna*»

? Dans tous ces cas devenus journaliers, le

«*condamneur*»

de «

*programme nucléaire nord-coréen ainsi que les tirs de missiles balistiques au-dessus du territoire japonais* »

se déroulant

de l'autre côté de la planète,

brille par un mutisme exaspérant.

Le comble dans cette histoire nipponne, c'est la teneur du communiqué distribué par APO Group pour la Présidence de Madagascar et publié sur Africa N° 1: «*Le Premier Ministre japonais a aussi remercié Madagascar pour son soutien constant dans la lutte contre les violations des droits de l'Homme en Corée du Nord, au niveau des instances des Nations Unies, dont le Conseil des droits de l'Homme*».

Ils gagnent bien leurs gros salaires, ces confrères méconnaissant les réalités malgaches. Ou les déguisant à leur guise. Madagascar bientôt au Conseil de sécurité aussi alors? Bravo Henry Rabary-Njaka, plus que jamais ministre des étrangères affaires! Décidément, les dirigeants malgaches actuels sont bien les illustrations vivantes et agissantes du proverbe malgache:

«*Domina tapany handoa erany*»

signifiant à malin, malin et demi. Et le plus grand fait accompli... accompli par ce régime Hvm/Rajaonarimampianina reste la grande braderie de Madagascar. Non pas celle de cette chère Harilala Ramanantsoa mais je fais allusion à l'ouverture béante du pays grâce à la signature d'accords financiers ignorés du peuple mais permettant la mise à sac en règle des richesses du pays. C'est sûrement de cela dont parle la Rnm en boucle:

«*Mitohy ny ezaka*»

. Les efforts se poursuivent...

Ce régime Hvm a engendré des créatures au comportement étrange dont le prototype est

Berija Ravelomanantsoa, l'étudiant tabassé et emprisonné à la maison de force de Tsiarafahy en 2015, mais qui a fini par devenir un «*homme du président*». Faisons court. Après avoir retourné sa veste, Berija, en tant que

Directeur régional du ministère de la Pêche à  
*Sainte*

-

*Marie*

,  
fait de nouveau parler de lui, mais cette fois-ci, en rackettant les pêcheurs de poulpes et de calmars dans les eaux de l'île Sainte Marie. Il les oblige à payer entre 1500 à 3000 ariary pour chaque glacière contenant ces produits de la mer, ne délivrant aucun reçu. Donc aucune trace comptable et pas de recettes pour l'État malgache. Il est même allé jusqu'à menacer le député de Sainte Marie, Tsivolagne Maximin, qui a fait ces révélations à la presse. Berija a eu beau se défendre à l'hôtel Colbert, le 21 novembre, mais quelques jours plus tard, un autre fait le pointe encore plus du doigt. En effet, le 27 novembre, lui et son copain Aimé Jean François dit Sambahita écopent d'une peine d'un an de prison avec sursis pour menace de mort via téléphone et Internet sur Andry Andriantongarivo, époux de notre consœur Lalatiana Rakotondrazafy. Cette condamnation est assortie du paiement d'une amende de 100.000 ariary et de dommages et intérêts d'un ariary à titre symbolique. Tout le monde, à Madagascar, n'est donc pas pourri par le fric tout de même. Aux dernières nouvelles, il paraît que Berija a porté l'affaire en appel. Attention, c'est l'ancien ministre de la Justice, Charles Andriamiseza (l'homme du point de presse à minuit pour défendre Claudine Razaimamonjy) qui a été nommé Procureur général auprès de la cour... d'appel (PGCA). Sauvera-t-il le soldat Berija?



A Bali, il semble avoir pris un drôle de coup de vieux l'ami Rolly (à gauche)

En passant, une des marques déposées de ce régime Hvm, autre fait accompli aussi, c'est son art de repêcher les limogés: Henry Rabary-Njaka (limogé en tant que SG de la présidence et PCA d'Air Madagascar, nommé MAE) et Ralava Beboarimisa (ministre de l'Environnement

limogé puis nommé ministre des Transports) sont les deux exemples types. Et jamais deux sans trois avec Harry Laurent Rahajason alias Rolly Mercia (éjecté sans état d'âme en février 2014, il a retrouvé sa place en avril 2017).... Pour en revenir à Berija, des «*hommes du président*» ou «*hommes de la Première dame*»

(étant considérés comme proches de Voahangy X. car sans nom de jeune fille, à moins que vous ne le connaissiez) comme Berija, il en existe des masses dans toutes les régions de Madagascar. Qui usent et abusent du nom du parti Hvm et du nom du couple présidentiel pour espérer devenir milliardaires. Pour boucler la boucle, revenons sur Rolly Mercia qui n'a peut-être rien compris à la démarche indonésienne (qu'il respecte l'État de droit et la démocratie en ne fermant pas des stations de radios, par exemple).

En effet, en tant que ministre de la Communication et des relations avec les institutions, il a été invité à participer au «**Forum de Bali sur la démocratie**» (7 et 8 décembre 2017). Il s'agit d'un Forum annuel intergouvernemental de la région Asie/Pacifique pour la promotion de la coopération régionale et internationale dans le domaine de la Paix et de la Démocratie. A son retour donc, Rolly va-t-il faire un miracle et, comme précédemment, intégrer un volet «*médias online*»

dans la

Commission de délivrance de la carte

d'identité professionnelle de journaliste à Madagascar citée en début de cet article? Alors, merci Rolly. Sinon, adieu liberté de presse et d'expression.



Considérant tout ce qui a été écrit précédemment (ça fait style Jean Eric Rakotoarisoa de la HCC, hein?), il n'y a plus à tergiverser: Madagascar est bel et bien devenu une inaptocratie. Qu'est-ce encore Jeannot, vous demandez-vous? En une phrase, l'inaptocratie, ou encore ineptocratie, c'est le gouvernement des incapables. En plus développé, voici la définition attribuée à Jean d'Ormesson (écrivain, journaliste et philosophe français, décédé le 5 décembre 2017, un jour avant Johnny Hallyday)

: «

l'

*inaptocratie est un système de gouvernement où les moins capables de gouverner sont élus par les moins capables de produire et où les autres membres de la société les moins aptes à subvenir à eux-mêmes ou à réussir, sont récompensés par des biens et des services qui ont été payés par la confiscation de la richesse et du travail d'un nombre de producteurs en diminution continue*

». Si ce n'est le portait craché mis en application par ce régime Hvm/Rajaonarimampianina, Dieu que ça y ressemble. Non? Maigre consolation, mais consolation tout de même les gars: tout ici-bas a une fin. Mais combien de drames malgaches encore?

## **Jeannot Ramambazafy**

**Article publié dans la Gazette de la Grand île du samedi 9 décembre 2017**



**[LIRE EN GRAND FORMAT ICI](#)**